



**Karim Ouchikh,
président du SIEL,
prêt à claquer la porte**



LE RASSEMBLEMENT BLEU MARINE AU BORD DE L'IMPLOSION

**France 3 en flagrant délit
de désinformation contre votre journal**

Ce que fut vraiment le « Minute » de Buisson

Entretien avec Karim Ouchikh, président du SIEL

« Ma capacité à avaler des couleuvres a atteint ses limites »

Le SIEL (Souveraineté, Identité et Libertés) est sur le départ : sauf retournement de dernière minute, le comité directeur de ce parti décidera, samedi prochain, de quitter le Rassemblement Bleu Marine (RBM), tout en continuant à soutenir la candidature de Marine Le Pen à l'Élysée. Karim Ouchikh, président du SIEL, explique en exclusivité pour « Minute » les raisons profondes de ce divorce annoncé depuis de longs mois.



toujours à les aplanir plutôt qu'à les attiser. Deux heures et demi durant, le SIEL a évoqué ces désaccords, qui sont de trois ordres.

Désaccord idéologique : sur bien des sujets d'actualité (identité culturelle, dignité humaine, questions bioéthiques, LMPT, racines chrétiennes de la France, laïcité positive...), le clivage idéologique qui oppose les « humanistes-conservateurs » (courant qui se confond, grosso modo, avec la droite conservatrice, sans toutefois s'y réduire totalement) aux libéraux-libertaires (que l'on retrouve aussi bien dans la fausse gauche que dans la droite molle) demeure à mes yeux toujours pertinent dans le débat politique. Or la direction

nationale du FN se crispe depuis trois ans sur un rapport indigent à la politique qui se réduirait au seul clivage mondialistes/patriotes : en offrant un projet politique aseptisé qui évacuerait les questions identitaires et les préoccupations sociétales de nos compatriotes, elle espère renouer avec la dynamique électorale du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen.

Le SIEL n'a jamais cultivé une telle illusion politique. Nonobstant l'importance des questions européennes, je considère que les valeurs et les combats de droite ne se sont pas volatilisés en France : pour faire vite, le traditionnel clivage droite/gauche continue

donc à prospérer en se superposant désormais, selon les sujets, au clivage plus récent mondialistes/patriotes.

De surcroît, il ne faut surtout pas se tromper de calendrier politique : les contingences politiques liées au référendum de 2005 ne sont en rien comparables avec celles qui domineront les scrutins à venir de 2017.

Une « stratégie d'enfermement électoral forgée à Nanterre »

Désaccord électoral : alors que je plaide depuis des mois pour une véritable alliance entre le FN et le « bloc villois » (en bref, une droite souverainiste, conservatrice et éprise de libertés, fréquemment désignée sous le vocable de « droite hors les murs »), qui serait de nature à élargir à droite la base électorale de Marine Le Pen en lui offrant une réserve de voix entre les deux tours de la présidentielle pour l'emporter dès 2017, je me heurte à un refus explicite de la direction nationale du FN qui s'obstine à vouloir dépasser, sur tous sujets, le clivage droite/gauche (le fameux ni droite/ni gauche).

De cette stratégie d'enfermement électoral forgée à Nanterre, le SIEL en subit certaines conséquences pratiques : refus de légitimer politiquement son existence au sein du RBM, relégation médiatique systématique, refus d'organiser des relations régulées SIEL/FN dans les départements, rejet des initiatives du SIEL visant à structurer, avec Robert Ménard, la « droite hors les murs » née en mai dernier à Béziers...

Avec son refus originel d'avoir à ses côtés un véritable partenaire de droite, la direction nationale du FN confirme sa volonté de n'avoir que des ralliés et non des alliés. Or le SIEL entend être un parti de droite populaire, respecté pour ce qu'il est, et non une officine servile chargée de rabattre pour le FN les

« Minute » : Le 10 octobre dernier a eu lieu au siège du Front national, à Nanterre, une réunion de conciliation entre les directions du FN et du Rassemblement Bleu Marine d'un côté, celle du SIEL de l'autre. Quels étaient les griefs réciproques ?

Karim Ouchikh : Cette réunion au sommet a été organisée à ma demande : depuis près de deux ans, les motifs de désaccords se sont accumulés entre le SIEL et la direction nationale du FN, mécontentes que j'ai pris le soin de ne jamais médiatiser, recherchant en effet

notables de droite !

Désaccord politique : depuis toujours, je réclame l'institution d'un espace de dialogue et de réflexion permettant au FN et au SIEL d'harmoniser leurs lignes politiques respectives, de créer des synergies de terrain et d'évacuer les sujets qui fâchent. Ce devait être le rôle du Rassemblement Bleu Marine, « *holding politique* » créée en 2012 pour abriter ses deux seules composantes partisanses, le SIEL et le FN (outre les appendices idéologiques du FN que sont les collectifs) : son conseil d'administration ne s'est jamais réuni et le RBM n'a jamais servi en somme à être autre chose qu'un simple label électoral. Dommage pour une structure qui aspirait à sa création à rassembler toutes les forces politiques appelées à soutenir l'ascension de Marine Le Pen avec un égal respect à l'égard des ses composantes !

De son côté, la direction nationale du FN reproche pour l'essentiel au SIEL son indépendance d'action, sa capacité à accueillir dans ses rangs des déçus du FN et sa détermination à ne pas renoncer à certains thèmes qui sont chers à nos compatriotes mais devenus soudainement tabous au Carré : l'identité charnelle de la France, l'incompatibilité de l'islam avec la République, le Grand Remplacement, la remigration...

Trois semaines ont passé depuis la réunion de Nanterre, où en sommes-nous ?

Quelques jours après cette rencontre de clarification, j'ai adressé à **Nicolas Bay** un courrier – avec copie à **Louis Aliot** et **Gilbert Collard** qui furent également présents à cette réunion –, confirmant tout à la fois nos points de désaccord mais aussi la volonté du SIEL de relancer notre partenariat sur des bases politiques nouvelles. J'attends toujours la réponse de la direction nationale du FN.

Clairement, cela veut-il dire que le SIEL va quitter le Rassemblement Bleu Marine ?

Toutes les hypothèses sont effectivement sur la table. Je souhaite évidemment la poursuite du partenariat entre le SIEL et le FN dès lors que nos

difficultés politiques actuelles seraient contradictoirement aplanies et que le rôle du SIEL serait enfin sincèrement légitimé, comme le souhaitent du reste les militants et cadres du FN que je rencontre chaque jour. Un exemple concret, parmi d'autres, de cette bonne volonté symbolique attendue de la direction nationale du FN : un nombre significatif de candidats aux législatives de 2017 qui seraient investis dans les toutes prochaines semaines...

L'islam est « radicalement incompatible avec la République »

Sur le fond, quels sont vos désaccords ? La ligne économique attribuée à Florian Philippot ? L'affirmation qu'un islam « éclairé » serait compatible avec la République ? Plus profondément encore, l'absence de « politique de civilisation » ?

Je m'interdis de critiquer la ligne intérieure d'un parti politique auquel je n'appartiens pas. La ligne politique actuelle du FN qui insiste fortement sur un patriotisme républicain centré sur l'action d'un Etat omniprésent pourrait néanmoins être pondérée, au sein du RBM, par un patriotisme identitaire (que le SIEL incarne parfaitement) qui ferait la part belle aux forces vives de la nation, des talents individuels aux entreprises, en passant par la famille.

Par ailleurs, le SIEL défend un souverainisme qui est tout sauf hémiplégique : je ne conçois pas le rétablissement de nos instruments de souveraineté (notre monnaie, nos frontières, notre budget, nos lois, notre défense nationale) sans la préservation concomitante de notre identité. Je me fais inlassablement l'avocat de ce souverainisme intégral au sein du RBM, ce qui m'amène à défendre bec et ongles notre modèle de civilisation : dans cette perspective, je crois que l'islam actuel est un système politico-religieux totalitaire, difficilement réformable, qui est radicalement incompatible avec la République ; de la même façon, nous devons refonder profondément la laïcité en France en acclimatant dans notre pays la prééminence du fait chrétien pour « *réenchanter* » un modèle de société aujourd'hui à bout de souffle. Autre combat embrassé sans

réserve par le SIEL, sans guère de soutien de notre partenaire : la défense de notre socle anthropologique qui implique de préserver la dignité humaine, notre modèle familial traditionnel ou la liberté d'éduquer nos enfants...

Face aux défis considérables de ce temps, j'appelle au réarmement spirituel et moral de la France, ce qui impose en effet de forger une authentique politique de civilisation qui ne se réduirait pas au seul rapatriement à Paris de nos attributs de souveraineté aujourd'hui dispersés à Bruxelles, Francfort ou Washington.

Ce départ du RBM signifierait-il que vous ne soutiendriez pas la candidature de Marine Le Pen à l'élection présidentielle ?

Le SIEL est un parti qui aborde la politique avec le sens des responsabilités. Au regard de l'offre politique actuelle, Marine le Pen m'apparaît être la seule personnalité politique capable de répondre aux périls que la France affronte chaque jour. C'est pourquoi je réaffirme une fois de plus mon soutien à sa candidature à l'élection présidentielle, en rappelant toutefois qu'on ne peut aspirer à rassembler tous les Français en 2017 si l'on ne recherche pas sincèrement dès 2016 à unir tous les patriotes autour de soi.

« J'aspire à l'émancipation de cette "droite hors les murs" »

Vous avez développé des liens étroits avec les principales personnalités de ce qu'on appelle « la droite hors les murs » – on vous a même vu sur le plateau de TF1 lors du premier débat de la primaire parmi les invités de Jean-Frédéric Poisson –, sur quoi cela peut-il déboucher ?

Avec Robert Ménard et d'autres personnalités, je m'efforce de structurer ce vaste espace politique qui sépare LR et le FN dont le potentiel électoral me paraît inouï : du PCD de **Jean-Frédéric Poisson** au SIEL, en passant par le MPF de **Philippe de Villiers** ou le RPF de **Christian Vanneste**, il existe de nombreux points de communion idéologique qui doivent faciliter, malgré nos itinéraires politiques et électoraux dis-

tincts, ces rapprochements politiques auxquels aspirent de très nombreux Français.

Il est donc parfaitement naturel de multiplier ici ou là des signes de complicité politique, comme le fut ma présence sur le plateau de TF1 à l'invitation de Jean-Frédéric Poisson : mais cette présence ne vaut, pour le présent comme pour l'avenir, nul acquiescement officiel ni consigne à participer aux primaires de la droite et du centre.

A terme, j'aspire bien évidemment à l'émancipation politique de cette « *droite hors les murs* » pour en faire un acteur politique à part entière, capable de peser considérablement dans le débat des idées et lors des prochains scrutins électoraux.

Cette « droite hors les murs », dont le SIEL, pourrait donc présenter des candidats sous un label commun aux élections législatives ?

La possibilité pour le SIEL de présenter des candidats aux prochaines législatives, avec d'autres forces politiques issues de la « *droite hors les murs* », est en effet entièrement ouverte. Cette ambition n'est cependant pas d'actualité dans l'immédiat : dans le cadre du partenariat électoral qui lie le SIEL au FN, nous attendons sur ce point une réponse précise de sa direction nationale d'ici à la fin de cette semaine. Notre comité directeur samedi prochain 5 novembre et cette question y sera nécessairement tranchée.

« Le combat de civilisation est une urgence absolue »

Peut-on dire que vous essayez de bâtir la représentation politique du combat culturel et intellectuel mené par Zemmour, Villiers et Buisson ?

Eric Zemmour, **Philippe de Villiers**, **Patrick Buisson** mais aussi l'excellent **Renaud Camus** ont acclimaté dans le débat public cet objectif primordial : le combat de civilisation est une urgence si absolue qu'elle ne saurait céder le pas à aucune autre nécessité, qu'elle soit économique ou sociale.

Islamisation de la France, chaos migratoire, politique de peuplement

forcé, Grand Remplacement, identité culturelle, égalité hommes/femmes : les responsables politiques doivent se hisser à la hauteur de ce rendez-vous de l'histoire et y répondre en prenant leurs responsabilités.

J'entends pour ma part relever ce défi en œuvrant ardemment à l'expression politique de ce combat culturel.

Que représente aujourd'hui le SIEL ? Autrement dit, le SIEL, combien de divisions, huit mois après que le FN a décidé d'interdire la double appartenance au FN et au SIEL ?

L'interdiction de la double appartenance FN/SIEL, décidée en février dernier à Nanterre, fut perçue de prime abord comme une mauvaise manière pratiquée par la direction nationale du FN à l'égard du SIEL. En définitive, c'est aujourd'hui une bonne chose : compte tenu des lignes politiques fondamentalement différentes (mais largement complémentaires) de ces partis, le choix par chacun de l'une ou l'autre de ces deux formations politiques repose avant tout sur un choix de conviction. Ce qui est plutôt sain...

Avec deux mille adhérents, des délégations départementales en passe de couvrir quasiment tout le territoire français, un activisme politique, en France comme Europe, particulièrement remarqué, une volonté farouche de ne céder ni au système politico-médiatique, ni au politiquement correct, le SIEL démontre chaque jour sa capacité de peser dans le débat politique en faisant preuve de réactivité, de créativité et surtout d'une volonté sincère de rassemblement que nul ne saurait lui contester.

Fondé en 2012, le SIEL est un parti jeune qui ambitionne de se dévouer entièrement à la cause de la France, aux côtés du FN ou ailleurs. Personnellement, je me suis engagé en politique pour œuvrer fidèlement, non pour une personne, mais pour mon pays, en restant toujours fidèle à mes convictions profondes.

Je dois vous avouer enfin, pour terminer cet entretien, que ma capacité à avaler des couleuvres politiques a aujourd'hui largement atteint ses limites...

■
**Propos recueillis
par Antoine Vouillazère**

Le gâchis du Rassemblement Bleu Marine



« **L**es murs ont tremblé », nous confiait un haut responsable du Front national au sujet de la réunion du 15 octobre à Nanterre au cours de laquelle les deux délégations ont exposé leurs griefs. La formule est à peine exagérée tant, par moments, les échanges furent vifs.

La direction du Siel (**Karim Ouchikh** accompagné de **Frédéric Pichon**, vice-président, et d'**Alexandre Delpont**, également vice-président et secrétaire général), a tenté de faire valoir qu'il ne servait à rien au FN de se dire en quête de partenaires si ceux-ci ne pouvaient pas exprimer leur propre sensibilité sans se faire rappeler à l'ordre. En vain. La délégation commune du FN et du RBM – comme pour mieux symboliser la tutelle de l'un sur l'autre ? –, composée de **Nicolas Bay**, **Louis Aliot** et **Gilbert Collard**, n'a eu de cesse – tout particulièrement par la voix du secrétaire général du FN – de les accuser de « brouiller le message » et même de faire preuve d'« indiscipline » ! La « discipline de parti » s'appliquerait donc à ceux qui appartiennent à un autre parti ?

En septembre dernier, les observateurs les plus avisés avaient noté que Karim Ouchikh ne s'était pas rendu aux Estivales de Marine Le Pen, à Fréjus. C'est tout simplement... qu'il n'avait pas été invité ! « Simple » omission ? Sans doute. Mais faute lourde, de la part de la puissance organisatrice, qui devrait savoir qu'il faut toujours choyer ses alliés, sauf à vouloir se les mettre à dos à force de les blesser. En juin dernier, lorsque le CNIP, qui est certes « le plus vieux parti de la droite française » mais dispose de nettement moins d'adhérents (et est infiniment moins actif) que le Siel a tenu son conseil national, **Nicolas Sarkozy** y est venu, ainsi que **Jean-François Copé**, et **Alain Juppé** comme **Bruno Le Maire** s'étaient excusés de ne pouvoir y intervenir.

Si, samedi, le Siel décide de sortir du Rassemblement Bleu Marine, le RBM aura vécu. Le Rassemblement Bleu Marine, « structure d'accueil pour tous les patriotes amoureux de la France », ne réunira plus que le Front national et les collectifs thématiques qui sont tous dans l'orbite de **Florian Philippot** – à l'exception du collectif Audace dont le président, **Pierre Grandjean**, vient d'être débarqué par **Marine Le Pen** pour cause de positions économiques trop libérales. Les seules autres composantes sont Patrie et Citoyenneté, la microscopique formation du chevènementiste **Bertrand Dutheil de La Rochère**, et l'association Mon Pays la France, de **Jacques Clostermann**, dont on ne jurerait d'ailleurs pas qu'il va y rester.

Le plus extravagant, dans ce départ probable du Siel du Rassemblement Bleu Marine, est qu'en 2014, quand il avait délogé **Paul-Marie Coûteaux** de la présidence du parti au terme d'une bataille plus croquignolesque qu'homérique, Karim Ouchikh l'avait fait avec le soutien, et même à la demande, de Marine Le Pen !

Les plus importants dirigeants du Front national, de Louis Aliot à Florian Philippot, s'étaient mobilisés pour assurer son succès. Dès lors, le Siel s'était positionné à équidistance de LR et du FN, se révélant comme le seul parti capable de parler aussi bien à la droite nationale qu'à une partie de la droite parlementaire et, bien sûr, tissant des liens que l'on peut espérer durables avec la « droite hors les murs ».

Sur le site du RBM, sur la page de présentation du Rassemblement Bleu Marine créé au printemps 2012, on lisait encore ceci au dernier jour d'octobre 2016 : « *Dès que les ultimes formalités seront accomplies, un compte bancaire sera ouvert.* » Ce ne sera plus la peine.

■
A. V.

Quand nos espions parlent chiffon...

Les services secrets français se sont fait tailler un costard

A la fin des années 1990, les services secrets français ont investi leurs « économies » dans le business de la mode ! Ils ont perdu 27 millions d'euros. Un magot que, depuis, ils essaient de récupérer. Sans succès.

Mardi 18 octobre, le tribunal de commerce de Paris a débouté les sociétés Financière Médicis, Portugal Luxembourg et Sozan Holding, qui réclamaient des (gros) comptes au groupe Alliance Designers. Présenté comme ça, ce n'est pas rigolo. Mais quand on sait que les trois sociétés déboutées formaient un groupe, France Luxury Group, financé par la DGSE, les services secrets français, on commence à se fendre la poire. Car avec la décision rendue le 18 octobre, la DGSE, qui dépend du ministère de la Défense, fait une croix sur 27 millions d'euros !

Comment sait-on que derrière Luxury Group se cache la DGSE, alors que la vocation des services secrets est de conduire des opérations qui doivent rester inconnues du grand public ? Grâce au général **Philippe Rondot**, le plus célèbre de nos espions, qui, de 1997 au 31 décembre 2005 (date de sa retraite), fut « conseiller pour le renseignement et les opérations spéciales » auprès du ministre de la Défense.

Le tutu des « danseuses » était hors de prix

En mars 2006, dans le cadre du sulfureux dossier Clearstream (affaire de vrais-faux comptes bancaires destinée à éblouir certaines personnalités), la police judiciaire perquisitionne au do-

micile du général et tombe incidemment sur la copie d'une note très instructive. Datée du 9 septembre 2002 et adressée à **Michèle Alliot-Marie**, alors ministre de la Défense, elle évoque « l'affaire du trésor de guerre de la DGSE ».

Le général y fait le point : « *Le règlement, si l'on peut dire, de l'affaire EK Finances, sujet sur lequel je vous avais alerté le 22 mai, fait apparaître de très graves dysfonctionnements [...] La perte sèche enregistrée se situe autour de 180 millions de francs (soit 27 millions d'euros actuels, Ndlr). S'il est normal que la DGSE dispose d'un trésor de guerre, encore convient-il que celui-ci soit immédiatement disponible en cas de crise ou d'opérations majeures à engager dans l'urgence et qu'il ne serve pas à entretenir, chez quelques correspondants affairistes et mal contrôlés de la DGSE, leurs "danseuses"...* » Le général ajoute : « *Ce qui n'est pas le cas.* »

Cette note livre deux scoops. Primo, on apprend que la DGSE s'est constituée, par des moyens qui lui sont « propres » (c'est-à-dire en dehors des crédits qui lui sont officiellement affectés), un trésor de guerre. Ce fonds secret, selon une version belle comme une légende, aurait été constitué au moment de la guerre froide, pour financer un gouvernement français en exil, dans le cas où les chars soviétiques auraient envahi la France... L'URSS ayant disparu, nos agents secrets ont alors décidé d'investir pour faire fruc-

tifier le magot. Et c'est là que, secundo, on découvre « l'affaire EK Finances ».

Pour la décoder, pas besoin des services du chiffre. EK sont les initiales de la styliste Emmanuelle Khanh dont, en 1995, la DGSE décide de soutenir la maison de prêt-à-porter. Et nos espions prennent goût à parler chiffons : le groupe France Luxury est créé, où ils investissent leurs « économies » dans la mode, via la maison de couture Jacques Fath, les chaussures de luxe Harel, l'enseigne Jean-Louis Scherrer... Mais ils ont bientôt maille à partir avec la dure réalité des affaires : début 2002, les pertes s'accroissent.

Heureusement, les services secrets rencontrent un bon samaritain. En réalité un requin de la finance, un milliardaire français qui vit en Suisse, **Alain Duménil**. Le 31 juillet 2002, Duménil établit avec Luxury Group un protocole (qui sera signé le 21 novembre suivant) : il prévoit que Alliance Designers (propriété de Duménil) absorbe Luxury Group, montage permettant à la DGSE de récupérer son pognon. Mais l'affaire va tourner en eau de boudin. Et depuis, les procédures se succèdent au tribunal de commerce, sans que jamais la DGSE ne revoie la couleur de son argent. Et sans que l'on sache vraiment où l'argent est réellement passé.

Les accords de juillet ont plombé la DGSE

Pourtant, quand, en novembre 2006, la note secrète du général Rondot a été révélée dans la presse (en l'occurrence « Le Parisien »), le ministère de la Défense, pour faire bonne figure, a confié une enquête à **Alain Juillet**, alors « haut responsable à l'intelligence économique », rattaché au Premier ministre (poste qu'il occupera jusqu'en 2009).

Neveu de **Pierre Juillet** (qui fut

l'éminence grise du président **Pompidou**), c'est un brillant dirigeant d'entreprises (il a été directeur commercial de Ricard, patron des chocolats Suchard, du camembert Cœur de lion, des yaourts Mamie Nova, de la filiale française de Marks & Spencer...) et c'est un éminent spécialiste du renseignement économique. Pour mener l'enquête on ne pouvait pas trouver mieux que lui.

D'après les documents consultés par « Minute », quand, le 31 juillet 2002, Alain Duménil s'est engagé avec France Luxury, le mandataire de France Luxury était... Alain Juillet. Et quand le protocole a été signé le 21 novembre suivant, Alain Juillet avait pris du galon : il venait d'être nommé directeur du renseignement à la DGSE, soit numéro deux des services secrets français (poste qu'il quittera fin 2003 pour rejoindre Matignon).

Or, vous le croirez ou pas, les investigations de ce fin limier n'ont rien donné. Dans le « Journal du Dimanche » du 1^{er} août 2010, Alain Juillet, tout en évoquant le secret défense, expliquait que les pertes de la DGSE relevaient uniquement de placements financiers mal maîtrisés : « *Il n'y a pas eu de détournements. [...] Là, avec EK Finances, il y avait eu des placements hasardeux, mais je ne peux pas en dire plus.* » Circulez, il n'y a plus rien à voir...

Quant à Alain Duménil, cette affaire ne l'empêche pas de dormir. Il est aujourd'hui, entre autres, à la tête du groupe AD Industrie, spécialisé dans la mécanique de haute précision. Celle qui équipe notamment missiles, sous-marins, avions de chasse et chars d'assauts. Bref, le ministère de la Défense, la maison mère de la DGSE, est l'un de ses meilleurs clients...

Pierre Tanger

France 3 en flagrant délit de désinformation contre votre journal

Ce que fut vraiment le « Minute » de Patrick Buisson

Diffusé le 27 octobre sur France 3, le documentaire « *Patrick Buisson, le mauvais génie* », écrit par Ariane Chemin et Vanessa Schneider, multiplie les contre-vérités. A la fois contre Buisson et contre « Minute », jusqu'à nous diffamer gravement. Retour sur un modèle de propagande, sous toutes réserves de poursuites judiciaires.

Ariane Chemin et Vanessa Schneider en ont fait leur spécialité : depuis le printemps 2005, ces deux journalistes au « Monde » disloquent le Buisson. Il y eut d'abord un livre, *Le Mauvais Génie*, « une histoire de soufre, d'encens et de trahisons », sorti chez Fayard. Puis, comme Patrick Buisson publiait *La Cause du peuple*, la réédition du même en format de poche, avec quelques lignes en plus, histoire de profiter de l'effet d'aubaine. Et enfin ce documentaire, toujours intitulé « *Patrick Buisson, le mauvais génie* », diffusé jeudi dernier sur France 3.

L'accusation infâme de l'antisémitisme

Le génie sort d'une lampe, c'est bien connu, et pour qu'il soit franchement mauvais, il faut que la lampe elle-même soit noire de suif, et c'est bien ce que ce documentaire, réalisé par **Tancrede Ramonet**, s'acharne à vouloir démontrer dans la grande tradition du procès stalinien – ou castriste...

Postulat, affirmé par une voix off : « Tout est permis à "Minute", dont Patrick Buisson va bientôt prendre la direction. » Tout ? Tout !, on vous dit, soit le pire, quasiment l'indicible, car l'hebdomadaire « s'acharne contre les éternelles bêtes

noires de l'extrême droite française », ce que vient expliquer un « spécialiste » du nom de **Jean-Philippe Moinet**.

Ce Moinet, qui fut durant dix ans journaliste au « Figaro » et qui se présente comme le fondateur d'un Observatoire de l'extrémisme – souriez, chers lecteurs, on vous regarde – qui fait pouffer de rire les véritables spécialistes des radicalités, pontifie face caméra dans un jeu de crédibilisation par la parole supposée scientifique de ce que livre une voix off inquiétante. Celle-ci nous dit que « Minute » s'en prend aux francs maçons, aux syndiqués, aux assistés – jusque-là ça va – « et, au dessus de tout ça... » [long moment de silence] aux « juifs » !

« Le magazine qu'il dirigeait fleurait bon l'antisémitisme régulier dans ses colonnes », affirme Moinet, tandis qu'apparaît à l'écran – la preuve par l'image du propos tenu – une couverture de « Minute » affichant : « *Qui sont vraiment les anti-juifs en France ?* » « Pour moi, le responsable numéro un d'un hebdomadaire qui est antisémite est forcément antisémite. Alors peut-être qu'aujourd'hui il nierait ce caractère-là, en tout cas dans les écrits de "Minute" qu'il dirigeait, c'était manifeste », conclut Moinet, tout fier de son implacable démonstration.

Voilà le téléspectateur, qui a vu le



mot « juifs » écrit en gros à la une de « Minute », convaincu que le journal est un brûlot antisémite et que Patrick Buisson est donc lui-même antisémite. On rembobine et on va vous démontrer... très exactement le contraire ! Mais, cette fois, avec des faits.

Une couv qui prouve exactement l'inverse !

Le numéro qui est supposé établir le caractère antisémite de « Minute » est le n° 1062 et il est daté du 14 août 1982. « *Qui sont vraiment les anti-juifs en France ?* », titre le journal alors dirigé, non pas par Patrick Buisson qui n'en prendra la direction que quatre ans plus tard, à l'automne 1986, mais par **Jean-Claude Goudeau**, philosémite et pro-Israélien, un brillant journaliste que sa carrière mènera dans les journaux dirigés par... **Alain Ayache** (oui, cherchez pas, c'est bien un nom juif). Le propos de ce numéro est justement de dénoncer... l'antisémitisme d'une partie de l'extrême gauche française, celle qui, pro-palestinienne, cache derrière le mot « sionisme » des pensées malsaines.

Et vous savez quel sera le titre du numéro suivant, le n° 1063 daté du 21 août 1982 ? Ce sera « *L'attentat* » ! Signé Action directe. Le 19 août, en représailles à notre couverture sur « *les anti-*

juifs en France », un commando du mouvement terroriste d'extrême gauche avait posé une bombe devant la façade de « Minute », faisant un blessé et des dégâts considérables. C'est donc un numéro dénonçant l'antisémitisme d'extrême gauche qui se retrouve utilisé pour « prouver » l'antisémitisme de « Minute » ! Gonflés les mecs (et les filles) !

Pour établir l'antisémitisme de « Minute », et, subséquentement, de Patrick Buisson, pas une ligne n'est citée, et pour cause. Seulement trois autres couvertures : « *Giscard et les juifs* », « *Panique à banque Rothschild* », et « *Chirac et les juifs* », largement antérieures à l'arrivée de Buisson à la direction du journal – et même à « Minute » tout simplement ! – et, de toute façon, absolument pas antisémites. Le numéro sur « *Chirac et les juifs* » portait par exemple sur Osirak, un réacteur nucléaire vendu par la France à l'Irak de **Saddam Hussein** alors que **Jacques Chirac** était premier ministre (il gagnera le surnom d'Ochirak) et qui sera détruit en 1979 par le Mossad, les services secrets... israéliens. Le reste est à l'avenant, comme la diffusion de cette photo qui « permet d'y voir plus clair » et montre une partie de l'équipe « posant fièrement autour d'un portrait du Maréchal », qui n'est ni **Lyautey** ni **Joffre** mais **Pétain**. Accablant. A un détail près, que celui qui tient le portrait n'est

« Minute » en grève en soutien à Patrick Buisson !

Le canapé du rez-de-chaussée des locaux de « Minute », en 1987, était heureusement très confortable. J'ai eu l'occasion de le vérifier au cours de quelques nuits que j'ai passées dans le hall d'entrée du journal, où nous nous relayions (avec parfois l'appui d'amis venus de l'extérieur) pour assurer l'occupation permanente de l'immeuble où notre hebdomadaire était logé, à Puteaux, à l'époque de la grève de la rédaction en soutien... à **Patrick Buisson** ! Pour l'anecdote, nous disposions même d'un fusil à pompe qui apportait au décor une touche belliqueusement bienvenue...

Sur cet épisode, peu de traces subsistent aujourd'hui, sinon dans le souvenir de ceux qui l'ont vécu.

Dans son reportage, **Ariane Chemin**, qui a pourtant rencontré certains de ses acteurs, comme **Martin Peltier**, le résume en quatre mots : « *micros, bagarres, pétitions affolées* » – ajoutant : « *Le directeur est chassé !* » –, laissant l'impression au téléspectateur que Patrick Buisson n'était pas soutenu par sa rédaction. Si tel avait été le cas, l'actionnaire majoritaire,

Yves Montenay, interviewé lui aussi, n'aurait pas été contraint de « changer » d'équipe et de confier le soin de réaliser « Minute » à celle du « Chardon » dirigée à l'époque par **Jean-Claude Goudeau**. Il lui aurait suffi de limoger et de remplacer tout simplement Patrick Buisson.

Or, la quasi-totalité de la rédaction soutint ce dernier et se mit en grève ! Connaît-on d'autres exemples de rédactions qui se mettent en grève et occupent leurs locaux en soutien à leur directeur, et non contre lui ?

Les journalistes de « Minute » avaient deux raisons de se grouper autour de Buisson : d'une part, la crainte qu'Yves Montenay ne réoriente le journal vers une droite plus centriste ou chiraquienne, alors que depuis 1962, année de sa création, « Minute » s'était toujours positionné résolument à droite (Issu moi-même de l'Action française, je précise qu'à l'inverse de ce que serinent à longueur d'articles et d'émissions les copistes, je ne considérais pas Patrick Buisson comme un « maurassien », mais comme un journaliste appartenant à la droite « de conviction » dont l'ensemble de

la rédaction fournissait, dans sa diversité, un bel échantillon.)

D'autre part et surtout, le sentiment prévalait que Patrick Buisson faisait un très bon journal – sous la forme nouvelle d'un magazine. « *Journal à scandales* », stigmatise Ariane Chemin. Une révélation est considérée comme une information ou comme un scandale, selon qu'elle émane d'un journal de gauche ou de droite, du « Canard enchaîné » ou de « Minute ». L'hebdo de Buisson était riche de « *scandales* » – ou d'informations. C'est pourquoi son directeur fut suivi par les « *anciens* », comme **Patrice Boizeau**, fils de l'un des deux fondateurs du titre, **François Brigneau**, porte-drapeau de l'hebdomadaire, l'excellent **Jean Bourdier**, ou **François Lancel** qui se battait déjà contre le cancer qui devait l'emporter : et par les nouveaux, comme Martin Peltier, qui avait été l'une des « *plumes* » les plus brillantes du « *Quotidien de Paris* » de **Philippe Tesson**, ou **Bruno Larebière**, qui avait d'ailleurs relaté cet épisode à Ariane Chemin – mais il ne l'a pas intéressée...

Avec le temps, des dissensions apparurent – les « *bagarres* » évoquées par

Ariane Chemin ? –, suivies du départ de plusieurs journalistes comme **Serge Ferrand** ou, plus tard, Martin Peltier, qui estimait que le directeur de la rédaction jouait un jeu personnel. Ces différends s'inscrivaient dans le contexte d'une lutte qui se prolongeait – elle s'achèvera fin juin 1987 lorsque les grévistes – la rédaction – découvrirent que les locaux qu'ils occupaient n'étaient plus ceux de « Minute » : ils avaient été vendus et la nouvelle équipe s'était installée dans le centre de Paris.

Malgré de nombreux soutiens, la rédaction et son directeur n'avaient donc pas eu gain de cause. Une souscription avait été ouverte auprès des lecteurs, sur le nom de François Brigneau, pour racheter le journal ou, à défaut, en lancer un autre. Les fonds ainsi rassemblés permirent de lancer, à la fin de l'année 1987, « *Le Choc du mois* », et cela contre le vœu de Patrick Buisson, qui avait intégré entretemps la rédaction de « *Valeurs actuelles* ».

« Minute », quant à lui, a suivi son propre fil d'Ariane et continué son chemin que vous tous connaissez si bien. ■

Eric Letty

malheureusement plus là pour raconter. **Emmanuel Ratier**, puisque c'est lui qui, assis au premier rang, tient le portrait, n'avait prévenu personne de la facétie qu'il mijotait. Il avait, au moment où le cliché allait être pris, sorti le portrait de sa besace et l'avait posé sur l'accoudoir de son fauteuil, d'où le visage hilare de son voisin. Quand la farce a été sue, la remontée de bretelles a été en conséquence...

« Minute », c'est Buisson qui en parle le mieux

Autre énorme bobard relaté par ce documentaire, qui vise cette fois à accrédi-ter l'idée que Patrick Buisson a toujours été un maniaque de l'enregistrement clandestin : sans que nous sou-

haitions entrer dans les détails de l'affaire relatée, afin de ne pas porter atteinte à la mémoire d'un défunt, il est parfaitement faux de prétendre qu'à l'époque de Patrick Buisson, « Minute » « *faisait de la réclame, presque à chaque page, vantant leur qualité et leur discrétion* », pour des dispositifs d'enregistrement clandestins. Ces appareils faisaient l'objet de toutes petites publicités – car oui, il y a eu de la publicité dans « Minute » –, sans doute à la mesure des moyens de leurs promoteurs, quand les pubs les plus importantes étaient celles, par exemple, du couturier **Francesco Smalto**, qui avait acheté plusieurs « *quatrièmes de couverture* » à la suite, les boissons **Perrier** ayant acquis les suivantes. « *C'est fou !* », non ?

C'est sur une dernière ignominie que s'achève la dizaine de minutes consacrées aux années « Minute » de Patrick Buisson et aux mois de sa direction – car il n'a été directeur de « Minute » que de septembre 1986 à mai 1987, et n'a pu réaliser un journal selon ses souhaits que durant les cinq premiers mois de 1987 –, quand cette toujours charmante voix off raconte que, « *au même moment* » où Buisson part de « Minute », **Jean-Marie Le Pen** tient ses fameux propos sur les chambres à gaz, « *point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* ».

On ne voit pas très bien ce que cette concordance des temps tendrait à prouver mais toujours est-il qu'elle est fautive : quand Le Pen est interrogé par RTL

sur cette passionnante question, le 13 septembre 1987, Patrick Buisson a quitté « Minute » depuis trois mois, et il est installé dans un bureau du boulevard Haussmann, où il travaille à de nouvelles aventures.

Finalement, de votre journal, c'est Patrick Buisson qui en parle le mieux, dans une cassette vidéo des années 1980 dont le documentaire diffuse un extrait : « *On dispose de la plus grande liberté, explique-t-il. Un des grands privilèges que d'être journaliste à "Minute", c'est... Je crois que je n'ai jamais été victime du moindre acte de censure. J'écris ce que j'estime devoir être intéressant pour nos lecteurs.* » Et ça, ça n'a pas changé. Merci à tous nos directeurs. ■

« Minute »

Elle préside le Cercle Fraternité du FN

Agnès Marion : « Pour beaucoup de femmes, travailler n'est pas un choix »

BFM TV l'a présentée comme « une des nouvelles petites stars du Front national »... Agnès Marion en est surtout une figure solide. Mère de famille nombreuse, conseiller d'arrondissement à Lyon depuis 2014, conseiller régional Auvergne-Rhône-Alpes depuis 2015, elle vient de prendre la tête du Cercle Fraternité, qui entend donner de la voix sur les questions sociétales et familiales au sein du Front national.



« Minute » : Le Cercle Fraternité, qu'est-ce que c'est ? A quoi ça sert ?

Agnès Marion : Le Cercle Fraternité a été créé dans le sillage du Front national, dans le cadre du club Idées Nation, le think tank de Louis Aliot. A l'occasion de notre lancement, nous avons été reçus à l'Assemblée natio-

nale, par Gilbert Collard, député du Gard et secrétaire général du Rassemblement Bleu Marine.

Le Cercle Fraternité, c'est une plateforme avec deux buts principaux. D'une part donner de la visibilité au programme sociétal de Marine Le Pen, injustement caricaturé ou pas entendu. Par exemple, le Front national est le seul parti à vouloir l'abrogation de la loi

Taubira, il faut le rappeler. Par ailleurs, le Cercle Fraternité se veut force de proposition en vue de la prochaine élection présidentielle.

Le Cercle Fraternité va donc développer des antennes locales pour faire remonter ce qui se passe dans les régions et les départements et poursuivre ses colloques et conférences, aussi bien à l'Assemblée nationale – nous sommes également suivis par Marion Maréchal-Le Pen – qu'au Sénat.

La famille, « pas secondaire » pour le FN
On a souvent l'impression que le thème de la famille est désormais considéré comme largement secondaire dans le programme du Front national. Que répondez-vous à cela ?

Sur le principe, non : la famille n'est pas secondaire dans le programme du Front national. Mais il est évident, et tout le monde en conviendra, qu'on ne peut pas bâtir un programme présidentiel uniquement sur cette question. Par exemple, les questions de l'identité ou de la souveraineté sont des préalables à toute politique familiale. Avec le Cercle Fraternité, nous voulons réintégrer une vision anthropologique dans la politique et la sortir de la technique pure. On ne s'interdit aucun sujet.

Par exemple ?

Notre travail va reposer sur quatre axes : la solidarité nationale, qui nous permet d'aborder des thèmes comme la précarité ; la dignité de la personne humaine, qui s'attache à tous les aspects de la vie, depuis la conception jusqu'à la mort naturelle ; la famille, lieu de gratuité et de don ; et enfin le féminisme : nous voulons lutter contre les lobbys

féministes, dont l'idéologie se résume à une lutte contre les hommes ou en faveur de l'indifférenciation des sexes. Nous voulons que la femme soit reconnue comme actrice de la vie familiale, de la vie sociale, de la vie économique. Nous voulons également réaffirmer les droits des femmes face aux pressions de l'islam jusque sur notre territoire national.

Le travail, au sens latin, veut dire « torture »...

Justement, à propos du féminisme, lors de votre colloque de lancement, vous avez déclaré que « la libération de la femme par le travail salarié reste une marotte de bourgeoisie ». BFM TV a même interrogé Marine Le Pen sur ce propos ! Ce n'est pas très féministe comme discours...

Notez bien que j'ai dit une « marotte de bourgeoisie » et non pas une « marotte bourgeoise » comme cela a d'abord été rapporté de façon erronée.

Que l'on soit clair : le travail des femmes peut être effectivement valorisant intellectuellement et financièrement. Mais pour beaucoup de femmes, je pense par exemple aux caissières, ce n'est pas le cas. Le travail reprend alors son sens latin de « *tripalium* », qui veut dire torture. Tout cela pour les 200 euros supplémentaires qui leur permettent, et encore, de clôturer leur mois.

Pour beaucoup de femmes, travailler n'est pas un choix. Il s'agit d'ailleurs bien d'un travail et non d'un métier. Marine Le Pen ne dit d'ailleurs pas autre chose quand elle dénonce la grande distribution, qui considère les femmes comme variables d'ajustement.

Vous avez choisi le terme « fraternité » comme nom de votre association. Pourquoi ce terme ?

Le Cercle Fraternité : un accouchement dans la douleur

Le Cercle Fraternité n'est pas un Collectif du Rassemblement Bleu Marine, et, le jour même de sa présentation, **Florian Philippot** en personne s'est fait un plaisir de le souligner auprès de « La Croix ». Le quotidien notait d'ailleurs, comme l'ensemble de la presse : « Il s'agit de la douzième structure thématique créée en trois ans. Et c'est la toute première fois que **Marine Le Pen**, présidente du FN et du Rassemblement Bleu Marine, est absente. »

Quand nous avons demandé à **Agnès Marion** pourquoi le cercle qu'elle préside n'a pas été intégré dans le Rassemblement Bleu Marine, elle s'est contentée de souligner que le Cercle Fraternité avait été reçu par **Gilbert Collard**, secrétaire général du RBM. Et d'ajouter : « Nous sommes complémentaires. Et puisque vous voulez m'entraîner

sur ce terrain-là, je pense, comme **Florian Philippot**, qu'il est nécessaire de retrouver sa souveraineté nationale. En matière de politique sociale, on peut faire toutes les théories possibles et imaginables, si on n'est pas souverain, on ne peut rien faire. »

Pour autant, le moins qu'on puisse dire est que la naissance du Cercle Fraternité s'est faite dans la douleur. Depuis longtemps déjà, **Marie-Christine Arnautu**, récemment suspendue du bureau exécutif du FN pour « jean-marisme » incorrigible, cherchait à lancer un Collectif Famille au sein du Rassemblement Bleu Marine. Entre le collectif des usagers de la santé et celui des défenseurs des animaux, on pouvait en effet estimer qu'un groupe consacré aux questions familiales et sociétales était loin d'être inutile... Telle n'était pas la

position de Philippot, qui, appelé à dire si le « mariage pour tous » lui semblait un sujet important, avait eu cette phrase, lâchée au « Monde » en avril dernier : « La question de la culture du bonsaï compte aussi beaucoup, ce n'est pas pour autant que l'on va lancer un collectif sur le sujet »...

Les défenseurs de la famille ont donc été contraints de se rabattre vers le club Idées Nation, le « think tank » de **Louis Aliot**, pour exister. Un premier colloque devait se tenir avant l'été, il a été purement et simplement annulé. Il a donc fallu attendre ce 15 octobre, date choisie habilement en fonction de La Manif pour tous du lendemain, pour montrer, comme nous l'a dit Agnès Marion, que « cette question n'est pas éludée au Front national ». « Minute » ne peut que s'en réjouir. ■

J. M.

C'est certainement un des plus beaux mots de la langue française. Il a malheureusement été trop souvent remplacé par celui de « solidarité ». Le

mot fraternité sous-entend une articulation commune entre les Français, qui ont une même mère symbolique, la patrie.

Au-delà de la famille, toutes les relations entre Français vont être étudiées. On se réapproprie donc cette notion de fraternité.

Lors de votre colloque de lancement, on a noté la présence du philosophe Thibaud Collin. Il y a dix ans, il signalait un livre avec Nicolas Sarkozy (1). Cette ouverture, c'est une volonté du Cercle Fraternité ?

Effectivement, **Thibaud Collin** n'a eu aucune difficulté à venir. Tout comme, d'ailleurs, **Dominique Marcilhacy**, de l'Institut Famille & République, qui a présenté ses propositions à tous les partis politiques et qui était heureuse de le faire également au Front national.

Il n'y a pas besoin d'adhérer au Front national ou au programme du FN pour travailler avec le Cercle Fraternité. Nous voulons donc élargir le cercle de nos contributeurs. D'ailleurs, nous sommes contactés par de nombreuses associations qui nous font remonter des informations très concrètes. Toutes ces associations œuvrent pour le bien commun, et non pour des intérêts partisans. Pour discuter avec nous, il n'y a pas besoin d'adhérer au programme économique du Front national ou à son programme politique en matière d'immigration. ■

Propos recueillis par Jean Masson

1. La République, les religions, l'espérance, paru en 2004 aux éditions du Cerf.

La peur des milices blanches ?

« Monsieur, [...] un plan de contrôle des clubs de tir a été mis en place »... Ainsi M. le préfet du Vaucluse, département bien connu pour sa tranquillité et la disponibilité de ses fonctionnaires de la direction départementale de la sécurité publique, vient-il d'informer les présidents des clubs de tir du Vaucluse qu'ils allaient avoir droit à un contrôle approfondi. Il portera tout particulièrement sur « les règles relatives à l'acquisition des armes et des munitions » – préparez les registres ! – ou sur « le contrôle de l'hygiène [z'auriez pas fumé à côté du canon ?] et la sécurité ».

On ne peut que louer M. le préfet du Vaucluse, **Bernard Gonzalez**, qui a servi en tout début de carrière à la DGSE, les services secrets français, et est l'heureux papa d'un officier de l'armée de terre, de veiller au respect de l'article R312-40 du Code de la sécurité intérieure en un département paisible où les fonctionnaires de tout grade, n'ayant que trop tendance à s'empâter à force de rester au bureau, oisifs, vont enfin avoir l'occasion de prendre l'air en allant contrôler les dangereux amateurs de tir. La participation à cette opération des services de la direction départementale de la cohésion sociale – ses missions « touchent le droit des femmes et à l'égalité, la politique de la ville, l'hébergement, le logement, la famille, la jeunesse, le sport, l'égalité des chances et la vie associative »... – montre au demeurant que la collaboration entre services est là.

Sinon, concernant les armes réellement dangereuses, celles qui circulent dans les cités d'Avignon, de Carpentras ou d'Orange, celles qui ne sont pas sur catalogue, celles qui tuent et qui blessent de braves gens, celles avec lesquelles on s'en prend aux policiers, celles dont le nombre n'a pas été diminué par la « politique de la ville », celles qui assurent la « cohésion sociale » de la racaille avec les islamistes, il y a quelque chose de prévu ? **M. B.**



Plus que huit jours à supporter ça

Hillary mérite une bonne Trump

Quelle campagne glauque... En apparence, c'est Trump le moins ragoûtant. Sur le fond des choses, c'est en fait Hillary. Qu'elle prenne une bonne trempe et qu'on passe à autre chose.

Les insultes volent bas en cette saison pré-électorale américaine. Escroc ! Traïtresse ! menteur ! menteuse ! Rece-leuse de viols ! Dragueur ! A quelques jours seulement d'un scrutin qui déterminera l'avenir du monde pour des années à venir, les sondages jouent aux dents de scie et la cote de Wall Street oscille tout autant. On sombre dans la farce depuis des semaines et voilà que le FBI s'en mêle en annonçant une « *investigation* » dans les petits papiers de la candidate des Démocrates. Personne n'a la moindre idée de ce qu'on y trouvera. Elle porte sur plus de 500 000 courriels. Et non, elle ne sera pas achevée avant la date fatidique du 8 novembre. Mesdames et Messieurs les électeurs, bon appétit !

Des sondages en dents de scie

A ma droite, donc, Donald Trump. Il ne se passe guère de jour sans qu'il soit accusé de propos ou de gestes déplacés vis-à-vis d'une femme ou d'une autre, souvent proche de la campagne de Clinton et dotée d'une mémoire au timing parfait. Il faut dire qu'il n'est pas difficile de faire un catalogue de ses propos publics vulgaires, insultants, obscènes. Quand ils ne sont pas carrément déplacés à l'égard de la propre fille du milliardaire. Cet homme de marketing et de médias, de casinos et

de spectacles à paillettes, habitué à avoir ce qu'il veut, en a fait sa signature. Les Républicains américains ne sont sans doute pas lecteurs de la presse à scandale : cela leur aurait évité d'être surpris. Trump c'est Trump, ils en ont pour leur argent.

La partie la plus conservatrice des Etats-Unis se serait réveillée horrifiée, d'où une perte de 12 points dans un sondage vis-à-vis d'Hillary Clinton – celle qu'il traite de « *méchante femme* ». C'est de ce sondage qu'on a le plus parlé en France – mais il ne donnait qu'un aspect des choses, le moins favorable ; la chute était loin d'être aussi terrible partout. Trump peut provoquer des froncements de sourcils et des airs dégoûtés, les Américains n'en sont pas pour autant devenus clintoniens. Il veut refaire de l'Amérique une « *grande nation* ». Ce ne sera pas facile, avec la réputation qu'il traîne. Mais il a dit beaucoup de choses que la droite américaine veut entendre, et peut-être a-t-il même l'intention de les mettre en œuvre. Sait-on jamais !

Toujours est-il qu'en l'espace de quelques jours, il a retrouvé les mêmes niveaux que Mme Clinton dans les sondages. On veut y voir l'effet de la nouvelle campagne sur les courriels de l'ex-secrétaire d'Etat lancée par le chef du FBI, James Comey. Celui-là même qui, au début de l'année, avait décidé de refermer le dossier sur la mise en péril de la sécurité de la nation par la candi-

date démocrate, qui, non seulement a fait circuler des mails top secret sur ses serveurs personnels, non sécurisés, mais qui en a effacé des milliers alors qu'elle est soupçonnée d'avoir profité de son poste pour faire avancer les affaires politiques et financières de la famille Clinton. Mystérieux, non ?

Le FBI s'invite dans la campagne

A ma gauche, donc, Hillary. Les caseroles qu'elle traîne sont bien plus lourdes et plus bruyantes que celles de Trump même si les gros médias américains ont eu plus de mal à les entendre que ses quolibets sexistes. A gauche, très à gauche : elle rêve d'augmenter les impôts, de faire payer les riches, de remettre une couche d'étatisme, de contrôle au service du « *développement durable* ». Dans un pays où le thème divise profondément les électeurs, elle est favorable à la promotion de l'avortement libre, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. C'est uniquement sous la pression des troupes non négligeables de son rival malheureux dans la course démocrate vers la présidentielle, Bernie Sanders, qu'elle a développé un discours anti-partenariats transatlantique et transpacifique, mais elle demeure la femme de l'établissement, des banques, du mondialisme triomphant.

Pire, on sait maintenant, notamment grâce à Wikileaks qui publie depuis des semaines des courriels com-

promettants pour la candidate démocrate, qu'elle a bien pu profiter de sa place à la tête de la diplomatie américaine pour faire accélérer le feu vert pour la vente de 25 % des réserves d'uranium des Etats-Unis à la Russie, suivi d'importants dons à la Fondation Clinton... On apprendait surtout que celle-ci était en lien étroit avec le Département d'Etat pour avertir qu'un sénateur républicain, Charles Grassley, s'intéressait à l'affaire. Et ce n'est qu'un exemple des multiples questions qui se posent à propos des millions brassés par le clan Clinton.

Le dernier scandale en date, déclenché par la décision inattendue de Comey du FBI, est à cet égard le moins documenté, le moins croustillant, le moins exploitable et le moins vérifiable par la campagne Trump. On veut pourtant lui attribuer une remontée de Trump dans les sondages. Manque de chance, celle-ci s'était produite avant la démarche de Comey. Il ne manque pas de complotistes pour l'accuser d'avoir délibérément lancé un pétard mouillé. Allez savoir...

Ce qui est sûr, c'est que les Américains, à quelques jours de l'échéance, ne vont pas seulement faire leur choix sur la foi d'un lamentable spectacle qui montre jusqu'où peut sombrer la démocratie. Ils ont Obama sous les yeux, et ses décisions de politique étrangère qui n'ont pas fini de produire leurs effets venimeux. Clinton prendra sa suite... Ils reçoivent ces jours-ci la note de leur contribution pour l'Obamacare, le nouveau système d'assurance santé qui n'en finit pas d'augmenter ses tarifs. Ils se sont tournés vers les médias alternatifs, qui leur ont fourni un compte-rendu point par point des informations dérangeantes sur Hillary Clinton. C'est tout cela qui, sans Comey, sans la FBI, a fait remonter Trump. Et quoi qu'il arrive, d'ici au 8 novembre, les coups de Hillary voleront bas. ■

Jeanne Smits



Entretien avec Sébastien Jallamion

« Des pans entiers du territoire sont des zones de non-droit »

Brigadier-chef de la police nationale, Sébastien Jallamion a été suspendu pour deux ans — sans traitement —, puis a été condamné, après avoir publié, sur son compte Facebook privé, sept photos dénonçant... les assassins islamistes d'Hervé Gourdel ! Et la révocation le guette... Bien placé, donc, pour parler des relations entre les policiers et leur hiérarchie, il est aussi un observateur attentif de l'actuel mouvement des policiers.

« Minute » : Entre violence et sentiment d'être inutile, le malaise policier grandit...

Sébastien Jallamion : Cela va au-delà du simple sentiment d'être inutile. Le laxisme judiciaire galvanise une certaine catégorie de la population, qui, confortée par ce sentiment d'impunité, n'hésite plus à passer à l'acte. Et cela est quotidien : les policiers sont insultés en permanence, ils sont des cibles, on l'a bien vu avec le drame de Viry-Châtillon, où apparaît la détermination d'individus prêts à tuer. Et pas simplement en région parisienne.

A Marseille, en région lyonnaise, il y a des quartiers, des pans entiers du territoire, contrairement à ce que nous dit l'exécutif, qui sont de facto des zones de non-droit, parce que la police, lorsqu'elle n'a pas pour instruction de ne pas intervenir, n'a pas les moyens de le faire en toute sécurité.

On constate en outre une défiance des policiers vis-à-vis des organisations syndicales.

C'est l'originalité et la particularité de ce mouvement d'être « spontané », c'est-à-dire qu'il échappe à tout appel



des organisations syndicales. Ce désaveu des syndicats de police doit être entendu puisqu'ils sont aujourd'hui jugés, par les policiers de base, coresponsables de la situation ; ce sont en effet les commissions administratives paritaires qui gèrent tout ce qui est statutaire et validé par les décisions du gouvernement. Un autre problème est la saisine de l'inspection générale de la police, sur internet, par n'importe quel quidam qui jugerait avoir été maltraité par les fonctionnaires de police.

Il y a aussi, dans ce mouvement spontané, la volonté de dénoncer des problèmes liés à la hiérarchie. Notam-

ment depuis que, la semaine dernière, le directeur général de la police nationale a donné instruction à l'ensemble des directeurs départementaux de la sécurité publique de convoquer les fonctionnaires participants à des manifestations pour les menacer de sanction. Il y a donc désormais un bras de fer face à une hiérarchie qui perd le contrôle de sa base, parce que cette hiérarchie est jugée un peu déconnectée de la réalité, carriériste, souvent politisée, et qu'elle ne soutient pas cette base.

La fin de cette présomption de culpabilité, ce système où les représentants de l'ordre, même lorsqu'ils défendent leur vie, sont, tels de vulgaires délinquants, placés sous le régime de la garde-à-vue, est l'une des revendications principales des policiers.

Que pensez-vous des mesures proposées par le président de la République ?

Des mesures ont été annoncées, notamment le déblocage d'une enveloppe budgétaire de 250 millions d'euros, dont on a appris d'ailleurs qu'il s'agissait d'une avance sur le budget 2017, mais on peut dire surtout que le compte n'y est pas. Si on regarde concrètement à quoi correspond cette somme, c'est à peu près à un véhicule neuf par service... À l'aube d'une échéance électorale importante, nous ne sommes pas dupes des promesses faites. Nous savons très bien qu'il faudra renégocier avec le nouvel exécutif.

La base, qui a le sentiment de se faire rouler dans la farine, veut du concret tout de suite et c'est un des facteurs qui ont déclenché cette colère. Ce n'est pas le fait que des fonctionnaires de police aient été grièvement brûlés à Viry-Châtillon qui a provoqué ce mouvement, mais l'absence de réaction de l'État. Quelles

sont les mesures sécuritaires qui ont été prises à Viry-Châtillon depuis le 8 octobre ? Comment se fait-il qu'il n'y ait eu aucune interpellation ? Sans oublier que la mission des fonctionnaires de police consistait à surveiller une caméra de surveillance...

Aujourd'hui, leurs collègues dénoncent ainsi les tâches indues, les missions ni faites ni à faire, dangereuses même quand ils sont envoyés en sous-nombre dans des quartiers dans lesquels, en cas de rapports de force, ils n'auront pas le dessus. Cette absence de volonté d'affirmer l'autorité de l'État crée, chez les policiers, le sentiment de ne pas être soutenus par leur hiérarchie.

C'est pour cela qu'aujourd'hui le dialogue est rompu avec ceux qui dirigent la police nationale : en n'apportant pas de réponse ferme dans ces quartiers, ils encouragent ce fameux sentiment d'impunité chez cette population délinquante. Le but serait de garantir, si l'on peut appeler cela comme cela, une certaine paix sociale. Mais force est de constater qu'on obtient exactement l'inverse.

Vous avez récemment adhéré au SIEL. Pourquoi ne vous êtes-vous pas plutôt rapproché du FN qui vous aurait offert une plus grande visibilité ?

J'ai été au FN et je soutiens la candidature de Marine Le Pen pour 2017. Mais si j'ai rejoint le SIEL, c'est parce que je considère que l'un des enjeux politiques de ces prochaines années consiste à défendre notre identité, et que je considère qu'il y a un léger désaccord avec la nouvelle orientation du FN sur ce sujet. Le SIEL est un parti qui me semble beaucoup plus en cohérence avec les enjeux qui sont les nôtres actuellement. ■

Propos recueillis par Philippe Ertzig



Où Technoman aime les millefeuilles

Les primaires de la droite montrent à quel point ses ténors sont inventifs, imaginatifs et novateurs. En témoigne, par exemple, le stupéfiant slogan de **Bruno Le Maire** : « *Le renouveau, c'est Bruno !* », qui rompt radicalement avec les formules éculées de la gauche, comme « *Le changement, c'est maintenant !* » Gonflé, le gars ! Je trouve pourtant que le candidat de la technocratie sans cravate aurait pu montrer encore plus d'audace, en optant, par exemple, pour : « *Le changement dans le renouveau, maintenant c'est Bruno !* »

Son programme présidentiel mesure un bon millier de pages, que je n'ai pas eu le temps de parcourir, ne goûtant guère le marathon politique. Comme il l'explique en préambule de cette grande œuvre, « *les Français en ont assez de ces politiques qui développent leurs grandes idées pour la France la main sur le cœur et ne font rien une fois au pouvoir* ». L'épaisseur du millefeuille est supposée nous garantir la qualité du pâtissier et sa détermination à mettre la main à la pâte : le tout, c'est d'y croire.

Avec une telle surface, il avance nécessairement des propositions propres à révolutionner la vie des Français, telles que : « *Simplifier la gouvernance de la biodiversité outre-mer en la centralisant dans une unique structure de gestion qui serait coordonnée par les collectivités locales* », ou « *favoriser le remembrement de l'industrie de la production audiovisuelle, aujourd'hui trop éclatée entre les producteurs de cinéma et les producteurs de télévision* », ou encore « *engager en début de quinquennat une "revoyure" des CPER 2015-2020 [...] pour une conclusion des contrats révisés à horizon mi-2018 avec les régions, en vue d'intégrer les nouvelles priorités fixées par la loi de programmation ou d'orientation sur la politique des transports* ». Voilà qui est causer : à la « *revoyure* », donc !

Je regrette toutefois que Technoman n'ait rien proposé concernant la limitation du vol des papillons pour lutter contre le réchauffement climatique du Gâtinais septentrional, ou la réfection des crapaudromes, sujets qui engagent aussi l'avenir du peuple français. Tant pis ! Ce sera pour le prochain millefeuille, en 2022.

Où Poisson, c'est fou !

« *Tout ça est fou* », a dit **Jean-François Copé**. Le petit maître de la droite pré-tendument décomplexée voulait parler des audaces langagières de **Jean-Frédéric Poisson**, qui avait osé dire des choses parfaitement insensées : par exemple, que le projet de société multiculturelle défendu par *Péju le-meilleur-d'entre-eux-tous*, « *qui a mis la France par terre, est décidément à côté de la plaque* » ; ou encore qu'**Hillary Clinton** bénéficie du soutien de certain lobby juif aux Etats-Unis (ce qui est d'autant plus fort qu'elle est par ailleurs financée par l'Arabie saoudite : mазette, quel talent !). Ces déclarations ont quelque peu secoué le petit monde des primaires des Républicains, qui a fait des bulles : Poisson c'est fou, comme Perrier ?

Où Jean-Louis marche sur les traces de Roselyne

Ex-président du Conseil constitutionnel, ex-président de l'Assemblée nationale, ex-président du groupe RPR à l'Assemblée, ex-ministre de l'Intérieur, et vieux fils à papa le moins brillant des trois, **Jean-Louis Debré** s'est découvert des talents d'imitateur, ce qui fait une suite honorable et logique à l'ensemble de sa carrière. Il s'était déjà habilement inspiré de **Philippe de Villiers**, dont le livre *Le Moment est venu de dire ce que j'ai vu*, publié en 2015, a eu un beau succès. A peine après avoir quitté le Conseil constitutionnel (en mars 2016), Jean-Louis publiait (en avril) *Ce que je ne pouvais pas dire*, dans lequel il crachouillait sur ses petits camarades politiques, et en particulier Sarkozozo.

En l'occurrence, qu'est-ce qui empêchait Jean-Louis de dire ce qu'il ne pouvait pas ? Ses fonctions au Conseil constitutionnel ? Il lui aurait suffi de démissionner... Le brave homme ressemble à **Fillon**, qui avait attendu que sa gamelle soit vide pour se plaindre des couleuvres qu'il avait avalées. Hélas, alors que le livre du vicomte puyfolais a battu le record des ventes des livres politiques, celui du toutou chiraquien n'aura même pas besoin de mes arquesbusades pour être pilonné.

Pour avoir l'impression d'exister, il a donc trouvé une autre inspiratrice : **Roselyne Bachelot**, qui flotte tant bien que mal sur les abysses de l'oubli en s'accrochant vaille que vaille à sa bouée télévisée. Pourquoi pas lui ? Après tout, il est à peine plus sot et un peu moins vulgaire. Le gamellard systématique a donc décidé de « *s'essayer à l'impertinence* », comme disent mes confrères de la presse bien emplumée, en animant sur Paris Première une émission finement intitulée Conseil d'indiscipline. L'essai risque d'être difficile, l'impertinence, ni l'indiscipline ne lui étant familières. Il possède toutefois certains dons d'histrion, qu'il a montrés au cours d'une interview à consulter sur le YouTube (360° Jean-Louis Debré « *prière à Marianne* »), en récitant dans le grand escalier du Conseil constitutionnel au Palais-Royal une prière énamourée à Marianne, composée par les grands ancêtres républicains : « *Salut, Marianne, pleine de force, le peuple est avec toi, le fruit de tes entrailles – la République – est béni ! Sainte Marianne, mère du droit, aie pitié de nous ! Sainte Marianne, délivre-nous, Vierge de Liberté, délivre-nous des rois et des papes ! Sainte Marianne, Vierge de l'Egalité, délivre-nous des aristos ! Sainte Marianne, Vierge de la Fraternité, délivre-nous des soldats ! Sainte Marianne, Vierge de la Justice, délivre-nous des juges ! Ainsi soit-il !* » Comme son interlocuteur, impressionné par la gravité de la déclamation, observait : « *Ça résonne comme dans une cathédrale* », Jean-Louis Debré précisa : « *Ça résonne comme dans une cathédrale parce que nous sommes le Temple de la République. Nous veillons sur le droit et les libertés qui sont au cœur même du Pacte républicain.* » Tel est celui qui fut ministre de l'Intérieur et des cultes dans le gouvernement d'**Alain Juppé** avant d'être nommé par **Chirac** à la présidence de l'organe juridictionnel, peuplé de politiciens, qui est chargé de contrôler la conformité de la loi à la Constitution ! Bon vent dans le PAF, Jean-Louis.

Où Trump-la-mort éclipse Jack O'Lantern

Bruxelles a manqué s'opposer à l'Europe, ou plutôt à la Commission domiciliée dans la capitale belge. Les Wallons s'étaient opposés à la signature du traité de libre-échange et de mondialisation Ceta, conclu avec le Canada et qui annonçait, comme le Tafta négocié dans l'opacité par Bruxelles avec les Etats-Unis, de nouveaux abandons de souveraineté de la part des nations européennes. Le traité a finalement été paraphé le 30 octobre mais devra être ratifié par les parlements des pays membres de l'Union – rien n'est donc joué.

Au-delà du Ceta, le Canada n'a rien à envier, en matière de politique-correct, aux contrées d'Europe occidentale. En témoigne la décision du syndicat étudiant de l'Université de Brock, dans l'Ontario, de proscrire les déguisements « *renforçant les stéréotypes raciaux, sexistes, culturels ou sur les maladies mentales* » : interdit de porter le kimono, une coiffure de chef indien en plumes d'aigle, de se noircir le visage façon pygmée ou de se travestir en... travesti. J'ignore si les dents de vampires seront autorisées, ça pourrait choquer les associations protectrices des chauves-souris. « *Le Figaro* », qui rapporte cette information, précise qu'il sera toutefois permis de se déguiser en **Donald Trump**, sous réserve de s'expliquer sur son choix après les propos diablement sexistes tenus naguère par le candidat républicain. Trump-la-mort devient ainsi un nouvel épigone de Jack O'Lantern, personnage phare d'Halloween. Personnellement, je préfère la Toussaint. ■

La rédaction vous conseille



Guerre mondiale contre le mariage ? Le titre du numéro 930 de Monde & Vie est emprunté au pape François, qui a eu cette expression lors de son dernier voyage en Géorgie. Il n'a pas hésité à condamner la nouvelle morale qui semble s'imposer par voie législative dans le monde entier : le mariage homosexuel en est le symbole actuellement en France ; la question du genre semble être insupportable à Najat, qui est, à ce sujet, dans un déni permanent. Et quand la stabilité du modèle familial est érodée progressivement, c'est toute la société qui se délite. Il s'agit d'empêcher que le Moralement correct d'aujourd'hui s'impose comme la seule vérité, au-dessus de toutes critiques.

**abonnement
à 55 € au lieu
de 65 €.**

OUI, je commande exemplaire(s) du numéro 930 de **Monde & Vie** au prix unitaire de 5,00 euros

port compris sur : **Une guerre mondiale contre le mariage**

soit : 5,00 euros x ex = euros

Je m'abonne au tarif préférentiel de 55 euros (au lieu de 65).

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal / Ville :

Chèque à l'ordre de SEJMEV et à retourner à :
SEJMEV BP N° 600.83 - 75325 PARIS CEDEX 07 -

POURQUOI S'ABONNER À MINUTE

Le pays est à feu et à sang, exsangue financièrement et dans un état de désastre social rarement atteint. Pourtant, ils pérorent, ils continuent de mépriser les avertissements et les analyses que nous donnons chaque semaine. « Minute » n'est pas un journal d'excès. C'est leur mépris, leur haine du peuple même qui sont d'une violence inouïe. « Minute » demeure, au-delà des caricatures, un journal politique d'opposition et d'analyse politique. S'abonner à « Minute » n'est pas un devoir. C'est un acte de rébellion.



ABONNEMENT	<input type="checkbox"/> 1 AN (52 n°s)	<input type="checkbox"/> 6 MOIS (26 n°s)	<input type="checkbox"/> Promotion (*) 33 € (12 n°s)
FRANCE	110,00 €	65,00 €	33,00 €
ÉTRANGER (CEE)	129,00 €	69,00 €	36,00 €
DOM-TOM et ÉTRANGER hors CEE (Taxes aériennes incluses)	185,00 €	98,00 €	40,00 €

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Commune :

- Je m'abonne à Minute
- Je règle par mandat (à l'ordre de : ASM Minute)
- Je règle par chèque (libellé à l'ordre de : ASM Minute)
- par Internet : <http://www.minute-hebdo.fr/abonnement> ou rubrique DON, ou sur <http://soutien-minute.fr>
- par virement : IBAN :FR94 2004 1010 1231 5573 0G03 376 – BIC : PSSTFRPPSCE

N° 2794

SEJMEV, BP N° 600.83 - 75325 PARIS CEDEX 07 -



Pourquoi il faut sortir de l'euro

Un bouquin sur l'euro dirigé par Jacques Sapir ? Pour moi qui ne connais rien à l'économie, c'est une aubaine. L'euro est-il mort ? Voilà la question. La réponse : il est plutôt mortel ou mortifère que mort.

Le livre commence avec une explication simple du professeur **Jean-Jacques Rosa**, style l'euro pour les nuls. Il explique très clairement comment une monnaie qui n'est pas adaptée à l'économie d'un pays pénalise, et les exportations (l'euro trop fort les diminue sur un marché mondial où les produits sont plus ou moins tous les mêmes et où la seule différence tient au prix à payer), et les importations (par la différence entre les monnaies étrangères adaptées à leur propre marché et cet euro encore et toujours trop cher, ce qui permet aux importateurs de vendre en dessous des producteurs locaux). Double peine pour les utilisateurs de la monnaie unique.

Les articles qui suivent sur la Grèce (réduite pour longtemps à n'être qu'un pays sous-développé), sur l'Espagne et sur l'Italie montre l'étendue des dégâts. « *L'euro est une grande réussite* », affirmait sans rire **Jean-Claude Trichet**, alors patron de la Banque centrale européenne. **Charles Gave**, dans un article dense, graphique à la clef, montre que ce haut fonctionnaire maniait l'antiphrase sans s'en rendre compte : « *Prenez un exemple : la France a deux fois plus de fonctionnaires pour 10 000 habitants que l'Allemagne. Si c'est le prix à payer pour que notre volonté de vivre ensemble soit pérenne, je n'y vois aucun inconvénient. Par contre, si cela est le cas et que personne n'envisage sérieusement la moindre réforme, alors il est tout simplement criminel d'avoir un taux de change fixe avec l'Allemagne, puisque cela revient à condamner à mort tous les entrepreneurs qui sont en concurren-*

rence avec les producteurs outre-Rhin ». Un graphique, où l'on voit la production française décrocher par rapport à la production allemande en même temps que la monnaie unique est installée entre les deux pays, confirme le diagnostic de Charles Gave.

Mais, dira-t-on, il est impossible de sortir de l'euro sans graves pertes. **Jean-Claude Werrebrouck** explique au contraire que c'est l'euro qui nous a ruinés et que la sortie de l'euro et la souveraineté monétaire française permettraient au pays de produire lui-même beaucoup plus, de revenir en partie sur la désindustrialisation, à condition que se dégage une véritable volonté politique et que le pays satisfasse, en francs, à tous ses engagements. Il faudrait bien sûr une France gouvernée. Il faudrait de vraies stratégies économiques. **Jacques Sapir** va jusqu'à évoquer la nationalisation temporaire de l'ensemble du secteur bancaire. Avec le président normal que nous avons supporté pendant cinq ans, nous sommes à mille lieux de ces perspectives radicales.

En lisant les propositions des uns et des autres, je me demande : mais est-ce que le personnel politique actuel est capable de gérer un tel maelström ? Je ne parle pas seulement de telle ou telle tendance, de tel ou tel parti mais de la culture politique de nos dirigeants, qui devront passer de syndicats de faillite à promoteurs économiques et stratèges. Une chose est de parler à tout bout de champ de l'Etat stratège, quand il s'agit simplement de gérer la crise, et autre chose d'être capable de programmer un véritable renouveau économique.



A travers ces réflexions sur l'ampleur du problème que pose la sortie de l'euro, Jacques Sapir se propose peut-être lui-même pour jouer les conseillers du Prince (ou de la Princesse).

Au-delà même de considérations économiques sur la ruine du pouvoir économique français (qui risque, selon la prédiction de **Michel Houellebecq**, économiste à ses heures, de transformer la France en un gigantesque parc d'attraction pour le tourisme mondial), le choix qui se présente à nous est évidemment un choix politique, recouvrant un choix de société : « *L'euro est au cœur des transformations politiques que connaît la société française. Il en est ainsi car l'euro n'est pas simplement une monnaie, il est aussi et peut-être même surtout un*

instrument pour discipliner les peuples et les contraindre à accepter les règlements de la financiarisation et du capital. »

Vue comme cela, je ne peux m'empêcher de penser que la monnaie unique est une sorte de piège diabolique. D'abord, il doit être très difficile d'en sortir (ce livre aborde loyalement le problème de la sortie de l'euro, dont on rappelle qu'il ne concerne pas la Grande-Bretagne et son Brexit, puisque la Grande-Bretagne utilise la livre sterling). En même temps, les auteurs de ce collectif ont fait méthodiquement la démonstration qu'il était impossible

d'y rester, sans mécaniquement continuer de s'appauvrir.

Pour gérer un tel dilemme, il faut peut-être que la crise dans laquelle nous baignons s'aggrave encore et qu'émerge l'un de ces grands politiques qui ont illustré l'histoire de la France et qui pourrait tenir les rênes dans cette passe dangereuse où le pays joue sa vie. **Hervé Juvin** n'y va pas par quatre chemins : « *La question de la sortie de l'euro n'est ni monétaire ni économique.* » Il ne nous dit pas ce qu'elle est : disons simplement qu'elle a rapport à notre bien commun : elle est donc politique. ■

Joël Prieur

Collectif dirigé par Jacques Sapir, L'euro est-il mort ? éd. du Rocher, 248 p. 18,90 euros.

LE BRAS D'HONNEUR AUX BRITISH

Lundi 24 octobre, « 24 Heures en questions », LCI

Alors que le démantèlement de la jungle de Calais se poursuit, le démographe **Hervé Le Bras** avoue ne pas comprendre la politique menée par le gouvernement vis-à-vis de la Grande-Bretagne : « *La France est seulement un passage, pour ces migrants, vers l'Angleterre. Pourquoi on fait cette fleur à l'Angleterre de ne pas les laisser partir ? On est des garde-chiourmes ! Personne ne se plaint que les Italiens, à Vintimille, laissent passer tout le monde, alors que pourtant ils sont en Europe et que les Anglais n'y sont plus. Du coup, les Français voient sur leurs écrans – alors qu'il y a un rejet de l'immigration – qu'on est en train, en quelque sorte, de supplier les gens de faire une demande d'asile et que ceux-ci ne veulent pas s'installer en France.* » En effet : plus maso que notre pays, tu meurs !

CONFIDENCES INTIMES

Mardi 25 octobre, « Face au moteur de recherche », France Infos Télé

Pour la première fois à ma connaissance, **Florian Philippot** accepte d'évoquer son homosexualité. S'il refuse de donner le nom de son compagnon (mari ?), il répond par contre sans problème à toutes les autres questions : « *Avez-vous été soulagé quand ça a été révélé ?* » « *C'était pas un soulagement pour moi car ce n'est pas un problème. Moi je suis moderne, je vis au XXI^e siècle.* » « *Quand on voit Marion Maréchal-Le Pen ovationnée par la Manif pour Tous, ça vous inspire quoi ?* » « *Je ne suis pas sûr que moi, j'aurais été ovationné...* » Faut de mieux, il ne manque en tout cas pas de lucidité !

INDECENCE

Mardi 25 octobre, « Actuality », France 2

Depuis que **Cyril Hanouna** a révélé son cachet chez **Ardisson** (voir « Minute » du 26 octobre), le pseudo-humoriste gauchisant **Stéphane Guillon** fait le tour des plateaux de télévision, pleurnichant sur son sort et criant à la conjuration. C'est encore le cas cet après-midi dans l'émission de **Thomas Thouroude** : « *J'assume, c'est mon salaire, mais la délation me déplaît. Ça me rappelle des périodes de l'histoire de France pas terrible [sic]. J'ai donné mon avis sur Bolloré, trois jours après Monsieur Hanouna organise mon licenciement. C'était évidemment téléguidé.* » On peut comprendre le patron de Canal + et de C8 quand on connaît la rémunération de ce grand pourfendeur des

NANARD ET LE PETIT APPRENTI

Mardi 25 octobre, « Bourdin direct », BFM TV

Il se murmure dans les milieux dits bien informés que **Bernard Tapie** s'apprêterait à soutenir **Emmanuel Macron**. Or, il n'en est rien : l'ancien ministre de la Ville le trouve encore trop vert. « *On ne passe pas de la casquette : "J'ai jamais fait de politique, je viens de Rothschild", et d'un seul coup je me présente. Je le compare à un type qui écrit de très bons livres de cuisine mais qui ne fait pas encore la bouffe. Il n'a pas aujourd'hui le niveau pour diriger la France.* » Alors que les autres l'ont ? ■



nantis, soit 10 000 € pour 4 à 5 minutes d'intervention hebdomadaire, ce qui fait, si mes calculs sont exacts, une minute à 2 000 € (l'équivalent de deux Smic) ! M'man, quand j'serai grand, j'veux être de gauche !

DRÔLE DE DEMENTI

Mardi 25 octobre, le JT de M6

En décembre 2010, alors qu'il négocie son entrée au gouvernement, **Alain Juppé** aurait déclaré : « *Je ne veux pas de l'Intérieur, je n'aime pas les flics ; je ne veux pas de la Justice, je déteste les juges !* » L'intéressé, gêné aux entournures, dément sans démentir sa petite phrase : « *Ce sont des propos qui datent d'il y a plusieurs années, que j'ai pu tenir sur certains points, d'autres sont déformés ou tronqués. En tout cas, je n'ai pas pu dire ça, parce que je n'en pense pas un mot !* » P't-être ben qu'il l'a dit, p't-être ben pas !

SARKO CONTRE-PRODUCTIF

Jeudi 27 octobre, « Bourdin direct », BFM TV

La semaine dernière, **Nicolas Sarkozy** avait annoncé qu'en cas de duel **François Hollande-Marine Le Pen** au second tour de la présidentielle, il ne voterait pas pour la candidate du Front national. Il se fait plus précis chez Bourdin : « *Je n'ai jamais voté pour le Front national et je n'ai pas l'intention de le faire.* » **Bourdin** : « *Vous voterez pour François Hollande ?* » « *Pas de gaité de cœur !* » Pas sûr que ce soit la meilleure façon d'encourager les sympathisants du Front à se déplacer pour voter pour sa pomme à la primaire de droite... ■

LES RACAILLES ONT PRIS LE POUVOIR

Jeudi 27 octobre, « C dans l'air », France 5

Participant à une manifestation non autorisée, cette capitaine de police n'entend pas se contenter des équipements neufs obtenus par les syndicats auprès des pouvoirs publics. Manifestement, c'est loin d'être sa priorité : « *Il y a aussi une notion politique. Quand on nous dit : allez dans*

les quartiers mettre de l'ordre, mais surtout ne faites pas de vagues – car c'est ça, le mot d'ordre général : surtout pas de vagues ! –, alors nous, on fait comment ? ça veut dire qu'on baisse notre culotte à chaque fois, qu'on s'en va et qu'on les laisse faire ce qu'ils veulent ? Pas de souci, mais après faut pas s'étonner qu'il y ait des zones de non droit. » Qui sont en fait, comme le dit **Zemmour**, des zones de droit islamo-caïd.

POLLUTION TELEVISUELLE

Jeudi 27 octobre, « L'Emission politique », France 2

François Fillon n'apprécie que très modérément la prestation de l'humoriste de service, **Charline Vanhoenacker**, en fin d'émission : « *J'ai beaucoup de respect pour elle mais si j'avais envie de la voir, j'irais dans un de ses spectacles. Je ne suis pas complètement convaincu que ce soit approprié de conclure une émission politique de cette manière, mais c'est juste ma vision des choses.* » C'est aussi la mienne : halte à la prolifération de ces persifleurs gauchistes de moins en moins drôles et de plus en plus surpayés.

YANN DE NICE

Samedi 29 octobre, « On n'est pas couché », France 2

Quand **Yann Moix** s'adresse à **Emmanuelle Cosse**, ça commence comme un compliment et ça se termine par une vacherie : « *Vous êtes une femme de conviction qui a du mal à résister aux sirènes du gyrophare et du chauffeur.* » Cassée la Brutus !

MOIX, VAS JOUER SUR L'AUTOROUTE !

Samedi 29 octobre, « On n'est pas couché », France 2

Moix à **Patricia Kaas** : « *Quand je vous écoute, ça me donne envie de me pendre !* » **Thierry Herbé** à **Yann Moix** : « *Quand je vous écoute, ça me donne envie de vous pendre !* » ■

La sélection « Minute »

Primaire de la droite et du centre, jeudi 3 novembre, BFM TV, 20 h 30

C'est salle Wagram à Paris, où se tint le premier championnat du monde de boxe française – ainsi que d'innombrables combats de catch – que se tient le deuxième débat de la primaire de la droite et du centre. Principales questions : comment **Alain Juppé** va-t-il réagir aux attaques de **Nicolas Sarkozy** contre **François Bayrou** ? **François Fillon** va-t-il parvenir à se démarquer ? Et, surtout, **Jean-Frédéric Poisson** va-t-il réussir à s'imposer comme le véritable troisième homme de ce scrutin ?

Une ambition intime, dimanche 6 novembre, M6, 20 h 50

Dans ce volet de l'émission présentée par **Karine Le Marchand**, **François Bayrou**, **Alain Juppé** et **François Fillon** – bon, jusque-là, ça ne fait pas envie – mais aussi **Jean-Luc Mélenchon**, qui vaut bien mieux que l'image qu'il se plaît à donner de lui, se livrent de façon « intime ».

Mr Smith au Sénat, un film de Frank Capra, lundi 7 novembre, Arte, 20 h 50

Sous une apparence de comédie, le grand cinéaste américain **Frank Capra** se livre à une critique féroce de la société américaine. Un chef-d'œuvre. Avec **James Stewart**.

Cellule de crise, « 13 novembre, quand la France vacille », mardi 8 novembre, France 2, 20 h 55

L'émission présentée par **David Pujadas** plonge au cœur de ce 13-Novembre vu du côté des forces de sécurité. Et c'est aussi passionnant qu'inquiétant. Au soir du Bataclan et autres lieux, face aux attaques islamistes consécutives, pourtant prévues (on savait que ça allait arriver), le délai et les modes de réaction n'ont pas du tout été à la hauteur du carnage qui était en train de se produire. ■

Page réalisée par **Thierry Herbé** thierryherbe@gmail.com

Histoire et actualité

Bouffons médiatiques et bouffons du roi

C'est un coup de vent bien glacial qui a soufflé sur le plateau de « L'Emission politique », lorsque, jeudi dernier, l'humoriste belge **Charline Vanhoenacker** s'est moquée de **François Fillon**, qui n'a pas du tout apprécié sa chronique. Les uns de l'applaudir, d'autres de s'étonner : comment peut-on avoir si peu de sens de l'humour ? Après tout, les Guignols de l'info en ont raconté bien d'autres, du temps où ils étaient drôles. Un homme politique devrait savoir souffrir la raillerie, que diable !

Quelques bons esprits évoqueront, à coup sûr, le temps lointain des fous de cours qui, eux, n'hésitaient jamais à s'en prendre aux puissants. A vrai dire, la comparaison est un peu forcée. Il y a loin des amuseurs modernes aux antiques fols, tout comme il y a loin de nos politiciens aux monarches de jadis : le bouffon du roi n'était pas un simple humoriste.

Son origine même est sujet à controverses. La mythologie grecque l'installe sur l'Olympe : c'est le dieu Momos (Momus pour les latins) qui réjouit Zeus de ses railleries et de ses bons mots. Il semble que certains souverains antiques aient disposé d'un bouffon à leurs ordres, mais c'est au Moyen Age qu'apparaît le fou de cour, l'amuseur du souverain dont la folie, réelle ou supposée, lui donne une liberté que l'on réprimerait sévèrement chez un simple sujet.

Erasme l'explique clairement dans son *Eloge de la folie* : « Les bouffons, eux, procurent ce que les princes recherchent partout et à tout prix : l'amusement, le sourire, l'éclat de rire, le plaisir. Accordez aussi aux fous une qualité qui n'est pas à dédaigner : seuls, ils sont francs et véridiques. » La marotte et le bonnet multicolore à oreilles d'âne cachent souvent un « morosophe », un « fou sage ».

La renommée de certains de ces fous est parvenue jusqu'à nous. Il y a d'abord le fameux **Triboulet**, bouffon de **Louis XII** et de **François I^{er}**, qui appelait ce dernier « mon cousin ». « Fol en degré souverain », selon **Rabelais**, Triboulet ne sait pas toujours jusqu'où aller trop loin et le roi François lui-même en vient à le menacer de sa justice pour avoir offensé une maîtresse royale. Le monarque lui donnant le choix de son supplice, il répondra : « Bon sire, par sainte Nitouche et saint Pansard, patrons de la folie, je demande à mourir de vieillesse », ce qui lui fut accordé.



Mais, quand il ne bourre pas les évêques de coups de poing, Triboulet peut se révéler fort avisé. C'est ainsi qu'entendant parler d'une expédition prochaine en Italie, il remarquera : « Vous parlez tous d'entrer en Italie, mais personne ne songe au moyen d'en sortir. »

Triboulet est d'origine paysanne, ce qui n'est pas le cas d'un autre fou non moins célèbre, **Chicot**, qui égaya **Henri III** puis **Henri IV**. Voici encore une figure haute en couleur, d'autant plus que, derrière le bouffon, se cache un authentique homme d'épée, mieux encore, un Gascon, **Antoine d'Anglerays** (son vrai nom), qui se mêle activement de politique (on dit même qu'il participa au massacre de la Saint Barthélémy). En 1576 il est qualifié de « pourte-manteau (messager) du roy et lieutenant pour sa majesté en son chastel de Loches ».

Redoutable homme de guerre, il s'illustra en 1592 au siège de Rouen avec la capture d'**Henri de Lorraine**, comte de Chaligny, amenant ce dernier à Henri IV avec ces mots : « Tiens Henriquet, voilà un prisonnier qui est à moi et que je te donne. » Le prisonnier en question, mortifié d'être capturé par un bouffon, frappa Chicot d'un coup d'épée. Le plus brave des bouffons en mourut deux semaines plus tard.

Enfin, il faut citer l'**Angely**, fou de **Louis XIII** et de **Louis XIV**, qui clôt la liste des fous de la cour de France. Celui-là, issu de la petite noblesse, amassa une jolie fortune tout en se faisant craindre pour ses saillies particulièrement mordantes, voire venimeuses. Avec lui s'efface une institution qui avait accompagné la monarchie durant des siècles. Des princes et des princesses entretiendront des sortes de bouffons, mais la marotte et le bonnet à grelots appartiennent désormais au passé.

Reste la littérature et le théâtre qui garderont au fou du roi son halo dérisoire et mystérieux. Nul mieux que Shakespeare n'a compris l'étrange jeu de miroirs comme en témoigne l'errance du roi Lear et de son fou dans la lande battue par la tempête. C'est parce que la folie n'est jamais bien loin du pouvoir que le souverain « raisonnable » a besoin de son double grimaçant et véridique. Dans *Hamlet*, lorsque le royaume est gagné par le chaos, *Yorick* est déjà mort et le jeune prince n'a plus qu'à méditer sur le crâne du bouffon.

A quoi bon aujourd'hui la sagesse des fous lorsque la raison semble avoir déserté ceux qui nous gouvernent ?

Jean-Michel Diard

